



Le 2 août 2023

August 2, 2023

ORDONNANCE
REQUÊTE

ORDER
MOTION

SOCIÉTÉ RADIO-CANADA/CANADIAN BROADCASTING CORPORATION, LA PRESSE INC., COOPÉRATIVE NATIONALE DE L'INFORMATION INDÉPENDANTE (CN21), LA PRESSE CANADIENNE, MÉDIAQMI INC. ET GROUPE TVA INC. c. SA MAJESTÉ LE ROI ET PERSONNE DÉSIGNÉE

CANADIAN BROADCASTING CORPORATION/SOCIÉTÉ RADIO-CANADA, LA PRESSE INC., COOPÉRATIVE NATIONALE DE L'INFORMATION INDÉPENDANTE (CN21) CANADIAN PRESS ENTERPRISES INC., MÉDIAQMI INC. AND GROUPE TVA INC. v. HIS MAJESTY THE KING AND NAMED PERSON

-et entre-

-and between-

PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. c. SA MAJESTÉ LE ROI ET PERSONNE DÉSIGNÉE

ATTORNEY GENERAL OF QUEBEC v. HIS MAJESTY THE KING AND NAMED PERSON

-et-

-and-

**SOCIÉTÉ RADIO-CANADA/CANADIAN BROADCASTING CORPORATION, LA PRESSE INC., COOPÉRATIVE NATIONALE DE L'INFORMATION INDÉPENDANTE (CN21), LA PRESSE CANADIENNE, MÉDIAQMI INC., GROUPE TVA INC. ET LUCIE RONDEAU, EN SA QUALITÉ DE JUGE EN CHEF DE LA COUR DU QUÉBEC
(Qc) (40371)**

**CANADIAN BROADCASTING CORPORATION/SOCIÉTÉ RADIO-CANADA, LA PRESSE INC., COOPÉRATIVE NATIONALE DE L'INFORMATION INDÉPENDANTE (CN21), CANADIAN PRESS ENTERPRISES INC., MÉDIAQMI INC., GROUPE TVA INC. AND LUCIE RONDEAU, IN HER CAPACITY AS CHIEF JUSTICE OF THE COURT OF QUÉBEC
(Que.) (40371)**

LE JUGE EN CHEF :

THE CHIEF JUSTICE:

À LA SUITE DES DEMANDES présentées par le procureur général du Canada; le procureur général de l'Ontario; le procureur général de la Colombie-Britannique; le procureur général de

UPON APPLICATIONS by the Attorney General of Canada; the Attorney General of Ontario; the Attorney General of British Columbia; the Attorney General of Alberta; the

l'Alberta; l'Association canadienne des avocats musulmans; la Société des plaideurs; le Barreau du Québec; l'Association québécoise des avocats et avocates de la défense et l'Association des avocats de la défense de Montréal-Laval-Longueuil (conjointement); le Centre for Free Expression; l'Association canadienne des libertés civiles; et Ad IDEM/Canadian Media Lawyers Association, Postmedia Network Inc., Global News, a division of Corus Television Limited Partnership, Torstar Corporation et Glacier Media Inc. (conjointement) en vue d'obtenir la permission d'intervenir dans les appels;

ET APRÈS EXAMEN des documents déposés;

IL EST ORDONNÉ CE QUI SUIT :

Les requêtes en autorisation d'intervenir sont accueillies et les onze (11) intervenants ou groupes d'intervenants pourront chacun signifier et déposer un mémoire d'au plus dix (10) pages et un recueil de sources, le cas échéant, au plus tard le 13 septembre 2023.

Les onze (11) intervenants ou groupes d'intervenants auront chacun le droit de présenter une plaidoirie orale d'au plus cinq (5) minutes lors de l'audition des appels.

Les appelants et les intimés sont chacun autorisés à signifier et déposer un seul mémoire en réplique à toutes les interventions d'au plus dix (10) pages au plus tard le 29 septembre 2023.

Les intervenants ou groupes d'intervenants n'ont pas le droit de soulever de nouvelles questions, de produire d'autres éléments de preuve ni de compléter de quelque autre façon le dossier des parties. En particulier, l'Association canadienne des avocats musulmans ne peut pas aborder les éléments « (b) » et « (c) » de ses prétentions proposées.

Canadian Muslim Lawyers Association; the Advocates' Society; the Barreau du Québec; the Association québécoise des avocats et avocates de la défense and the Association des avocats de la défense de Montréal-Laval-Longueuil (jointly); the Centre for Free Expression; the Canadian Civil Liberties Association; and Ad IDEM/Canadian Media Lawyers Association, Postmedia Network Inc., Global News, a division of Corus Television Limited Partnership, Torstar Corporation, and Glacier Media Inc. (jointly) for leave to intervene in the above appeals;

AND THE MATERIAL FILED having been read;

IT IS HEREBY ORDERED THAT:

The motions for leave to intervene are granted and the eleven (11) interveners or groups of interveners shall each be entitled to serve and file a factum not to exceed ten (10) pages in length and book of authorities, if any, on or before September 13, 2023.

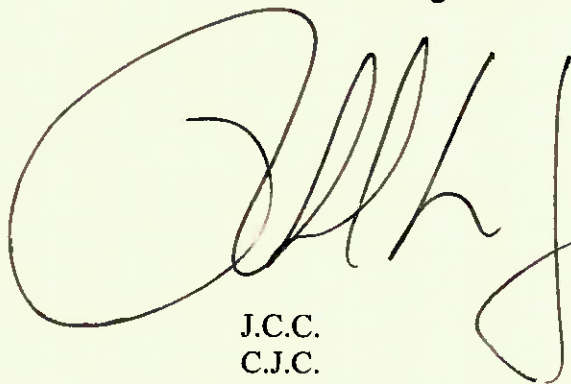
The eleven (11) interveners or groups of interveners are each granted permission to present oral argument not exceeding five (5) minutes at the hearing of the appeals.

The appellants and the respondents are each granted permission to serve and file a single factum in reply to all interventions not to exceed ten (10) pages in length on or before September 29, 2023.

The interveners or groups of interveners are not entitled to raise new issues or to adduce further evidence or otherwise to supplement the record of the parties. In particular, the Canadian Muslim Lawyers Association may not address points “(b)” and “(c)” of their proposed arguments.

Conformément à l'alinéa 59(1)a) des *Règles de la Cour suprême du Canada*, les intervenants ou groupes d'intervenants paieront aux appelants et aux intimés tous débours supplémentaires résultant de leurs interventions.

Pursuant to Rule 59(1)(a) of the *Rules of the Supreme Court of Canada*, the interveners or groups of interveners shall pay to the appellants and the respondents any additional disbursements resulting from their interventions.

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long vertical stroke on the right side.

J.C.C.
C.J.C.